

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 29 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES KLEBER MOREAU SA

La Motte - La Meilleraie Tillay
BP 257
85700 Pouzauges

Références : D 24.0420
Code AIOT : 0006303035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CARRIERES KLEBER MOREAU SA implanté Beauregard 85700 La Meilleraie-Tillay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES KLEBER MOREAU SA
- Beauregard 85700 La Meilleraie-Tillay
- Code AIOT : 0006303035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Meilleraie est autorisée par arrêté préfectoral du 1^{er} février 2013 pour 30 ans à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux au lieu-dit La Motte. Le gisement exploité est une roche massive (microdiorite) pour une capacité maximale autorisée de 2 000 000 t/an.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.3.6	Sans objet
2	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3	Sans objet
3	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
4	Traitements et rejets des eaux de la carrière	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.5	Sans objet
6	Plan de repérage amiante	AP Complémentaire du 30/08/2018, article 8	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.7	Sans objet
8	Enquête annuelle	Autre du 01/02/2013, article 2.6	Sans objet
9	Registre déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun des points de contrôle examinés lors de la visite d'inspection n'a fait l'objet d'une remarque majeure. Une seule remarque porte sur l'absence de transmission du plan quinquennal de gestion des déchets d'extraction pour l'année 2023-2028 à l'inspection et au préfet, alors que la mise à jour de ce plan avait bien été réalisée (nb : ce plan a bien été communiqué à l'inspection suite à la visite).

L'exploitation du gisement de roche massive vu lors de la visite ne fait pas l'objet de remarque. Des travaux de réfection de bâtiments ont été réalisés sur le site : remplacement du bardage métallique des installations tertiaires, ajout d'un bardage en partie basse du concasseur primaire et réparation du bardage existant.

L'exploitant réalise les contrôles environnementaux prévus par son arrêté préfectoral, ainsi que la remontée d'information dans les applications nationales GERE et RNDTS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.3.6
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée :
Article 5.3.6- Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation
L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.
Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :
> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
> la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
> en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
> la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
> le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
> les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
> en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
> une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;

> les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant dispose d'une version mise à jour de son plan de gestion des déchets d'extraction sur la période 2023-2028. Les éléments figurants dans ce dossier ne font pas l'objet d'observation.

Toutefois ce document mis à jour n'avait pas été transmis au préfet du département. Un rappel de l'obligation de cette transmission a été fait auprès de l'exploitant.

NB : le plan de gestion des déchets a été transmis à l'inspection le 25 octobre 2024 - le constat est noté conforme

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 5.4.3- Contrôles des niveaux sonores

L'exploitant fait procéder tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m.

(...)

Constats :

L'exploitant justifie d'une campagne des mesures de bruit de moins de 3 ans, la dernière campagne de mesure de bruit ayant été réalisée le 29 juillet 2022. Selon la fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, le prochain contrôle niveau sonore devra être réalisé dans le courant de l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

19.6 -

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

L'exploitant a produit une synthèse des mesures de retombées de poussières mise à jour le 24 juillet 2024. Les mesures sont réalisées à une fréquence semestrielle, selon la norme NF X43-014 (jauges Owen) par le laboratoire ITGA.

Ce document précise que la dernière moyenne glissante des mesures est de 73 mg/m²/jour du 1^{er} semestre, valeur nettement inférieure à la cible de 500 mg/m²/jour déclenchant un renforcement des contrôles.

Une des mesures s'effectue chez un proche riverain, sur un piquet dédié laissé à demeure.

Ce constat ne fait pas l'objet de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitements et rejets des eaux de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 5.2.2 - Traitements et rejets des eaux de la carrière

Tout rejet dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards est interdit.

Les ouvrages de traitement des eaux et de prévention des pollutions (bassins de décantation, aires techniques étanches fixes et mobiles de maîtrise des opérations sensibles, dispositifs de pompage, réseaux de collecte, exutoires, rétentions, séparateurs d'hydrocarbures.) sont correctement dimensionnés pour assurer la récupération, le traitement et l'évacuation de la totalité des apports collectés (exhaures, ruissellements, déversements..) dans de bonnes conditions et dans le respect des valeurs limites ci-après.

Ces ouvrages sont entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur et régulièrement nettoyés, au moins une fois par an pour le séparateur d'hydrocarbures avec un contrôle du fonctionnement de son dispositif d'obturation. Leurs résidus sont éliminés en tant que déchets.

L'installation de traitement des eaux fonctionne en circuit fermé. Les eaux sont intégralement recyclées,

Les eaux d'exhaure sont pompées et renvoyées vers le bassin proche du pont bascule, et s'écoulent ensuite par gravité vers le Grand Lay. Le comptage s'effectue sur la pompe d'exhaure.

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristique du rejet	Débits
Débit maximum instantané en m3/h	< 100 m3/h
Débit maximum sur 24 h en m3/j	< 2 000 m3/j
température	< 30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	< 100 mg Pt/l

Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	<35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Demande biologique en oxygène (DBO)	<30 mg/l
Hydrocarbures (HCT)	<10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

(...)

Constats :

Selon les informations présentées, l'exploitant réalise annuellement 3 prélèvements et analyses portant sur les points suivants :

- dans la rivière du Lay en amont du point de rejet de la carrière ;
- dans la rivière du Lay en aval du point de rejet de la carrière ;
- en sortie de la pompe de relevage des eaux d'exhaure de la carrière avant le bassin d'infiltration disposant d'un exutoire vers la rivière du Lay.

Les prélèvements sont effectués par le personnel de la carrière, grâce à du matériel envoyé par le laboratoire effectuant les analyses (laboratoire AUREA).

La dernière analyse effectuée le 27 mars 2024 ne montre pas d'écart par rapport à l'arrêté préfectoral. Les résultats indiquent notamment un pH de 8,3, une concentration des matières en suspension faible de 9 mg/l, un indice hydrocarbures inférieur à la limite de quantification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 5.2.5 - Surveillance des rejets d'eau

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence annuelle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Constats :

Le dernier contrôle portant sur les rejets d'eau de la carrière a été effectué le 27 mars 2024. Selon le suivi effectué par l'exploitation, ces contrôles sont effectués annuellement et respectent la fréquence imposée par l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de repérage amiante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/08/2018, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Amiante

Prescription contrôlée :

Article 8. - Plan de repérage

L'exploitant fait réaliser par un géologue un plan de repérage des roches. Ce plan fait office de plan de repérage au sens de l'article R.4412-97 du code du travail.

Le plan de repérage est mis à jour par un géologue à l'occasion des observations et fragments de roches prélevés avant et après chaque tir, en cas de modification significative de la géologie et au moins annuellement. Il doit permettre de faire un suivi régulier de la pétrographie et de la minéralogie des matériaux exploités, l'acquisition de données complémentaires permettant de confirmer l'absence d'occurrences amiantifères dans les basaltes à matrice aphanitique des parties nord-ouest et sud-est du site, et d'étudier les nouveaux sondages réalisés dans la future zone d'exploitation (quart sud-est du site), dans le but de mieux connaître l'importance et la morphologie des corps intrusifs.

Si un doute est mis en évidence par le géologue, des prélèvements de fragments de roches à fin d'analyses pétrographiques sont réalisés lors des mises à jour successives du plan de repérage.

En cas de découverte d'un nouveau gisement de roches amiantifères, l'inspection des installations classées est immédiatement informée.

Constats :

Pour le suivi du risque de présence d'amiante dans son gisement, l'exploitant s'appuie sur un laboratoire interne DTE (appartenant au groupe Eurovia). Le dernier plan de repérage complet date de 2021. Ce plan confirmait l'absence de risque d'amiante dans la nouvelle zone d'extension de la carrière qui est maintenant la principale zone d'exploitation.

Ce laboratoire DTE continue d'intervenir annuellement en mettant à jour une carte des faciès du gisement. Le dernier passage de ce laboratoire date du 7 octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection souligne que l'échelle indiquée sur le plan de repérage manque de cohérence entre l'année 2021 et 2024. Cette information ne nuit toutefois pas à la lecture du document mais cette échelle devrait être mise à jour sur les futurs plans établis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.7

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 2.7- Plans

Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site, Ils indiquent explicitement :

- > les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50m ;
- > l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- > les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- > les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître Les cotes de fond de fouille ;
- > la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- > les zones en cours d'exploitation ;
- > les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement ;
- > les futures zones à exploiter ;

> la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation....) ;
> les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation récent réalisé par drone en date du 28 février 2024.
L'inspection a examiné par sondage et calcul la hauteur des fronts indiquée par ce plan dans la zone d'extension, le nombre de front en exploitation et la zone de découverte actuellement en chantier. Les informations présentes sur ce plan sont cohérentes avec la visite du site et ne font pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Autre du 01/02/2013, article 2.6

Thème(s) : Autre, Rapport d'activité annuel

Prescription contrôlée :

Article 2.6- Enquête annuelle

Pour le 1^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente en complétant le questionnaire édité par l'inspection des installations classées, Un défaut de réponse est interprété comme une absence d'exploitation.

Constats :

Lors de la préparation de la visite, l'inspection a bien constaté que l'exploitant déclarait dans l'application nationale GEREPE toutes les informations relatives à son activité, en particulier celle de l'année 2023 prise en référence du contrôle.

Les données figurant dans cette déclaration ont été examinées par sondage et ne font pas l'objet d'observation. Le tonnage annuel d'extraction a notamment été contrôlé et est conforme au maximum autorisé par l'arrêté préfectoral (donnée confidentielle).

La cohérence des volumes de découvertes a également fait l'objet d'un échange avec l'exploitant, en lien avec les informations présentes sur le plan d'exploitation et sur la visite de terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
 - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10¹ du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Depuis la précédente inspection portant sur la mise en place d'un registre de suivi des déchets inertes, l'exploitant a développé une application numérique appelée iDAP.

Cette application permet la création de documents d'acceptation préalable aux déchets inertes et elle impose à tous les apporteurs de déchets inertes de l'utiliser. Les apporteurs sont donc tenus de saisir des données très précises avant de se présenter en carrière pour déposer leurs déchets inertes.

Ce logiciel permet également d'exporter les données nécessaires à l'alimentation du registre national RNDTS. L'exploitant a également montré les saisies réalisées dans cette application nationale RNDTS.

Sur le terrain, l'inspection a constaté que l'agent présent à l'entrée de la carrière au niveau du pont bascule disposait d'une très bonne maîtrise de l'application, et connaissait la marche à suivre en cas de chargements ne disposant pas d'une déclaration d'acceptation préalable.

L'inspection a examiné par sondage une déclaration d'acceptation préalable (chantier de travaux publics sur la commune de Terval) et la saisie qui en a été faite sur le registre d'apport des déchets. Ce constat permet de lever l'observation présente lors d'une visite d'inspection précédente.

Type de suites proposées : Sans suite